Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



n°138
29 mars 2022
p.a.f. 0,50 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

L'intensification de la guerre en Ukraine et ses conséquences



Les dirigeants du monde impérialiste se sont succédé au triple sommet à Bruxelles de l'OTAN, du G7 et de l'Union européenne pour répéter qu'ils ne souhaitent pas la guerre… tout en annonçant des augmentations drastiques de leurs budgets militaires, le renforcement des forces militaires en Pologne, dans les pays baltes, en Hongrie, Slovaquie, Roumanie et Bulgarie, et le soutien à l'effort de guerre de l'Ukraine de 500 millions d'euros supplémentaires, rien que pour l'Union européenne.

En vérité, la guerre a pris une nouvelle ampleur.

Des villes de près d'un million d'habitants comme Kharkiv ou Marioupol sont bombardées massivement par l'armée russe. Des quartiers entiers ont été détruits et les victimes civiles se comptent par milliers.

Si Poutine a probablement misé sur une intervention courte et un effondrement rapide du pouvoir ukrainien, c'est l'inverse qui s'est passé. Et maintenant l'engrenage fait que personne ne peut dire quand cette guerre finira, ni quelles vont être ses répercussions. Ce qui est certain, c'est qu'elles seront mondiales.

Déjà, en Europe, de plus en plus d'entreprises ont des problèmes d'approvisionnement. Dans l'industrie automobile, des chaines d'approvisionnement sont interrompues : faisceaux de câbles, cuir, noir de carbone qui est nécessaire à la fabrication de pneus… ont contraints VW et aussi Michelin à suspendre la production dans plusieurs usines. Le nickel est devenu quatre fois plus cher. Les prix du pétrole et d'autres matières premières explosent. L'industrie agroalimentaire craint des pénuries de céréales, d'huile de tournesol et d'engrais.

Une multitude d'incertitudes supplémentaires bousculent les rapports de force économiques et elles auront comme effet d'attiser la guerre commerciale.

Dans les pays pauvres, l'impact risque d'être pire. La hausse vertigineuse des prix du blé annonce *« des désastres humanitaires avec une forte augmentation de la pauvreté et de la faim »,* a dit l'un des dirigeants du Fonds Monétaire International. C'est-à-dire qu'en Afrique, au Proche-Orient, en Inde, des famines vont toucher des millions de gens. Elles entraîneront sûrement des révoltes. Et les dirigeants de ces pays pourraient chercher à détourner la colère des masses vers le nationalisme et la guerre, pour dresser les peuples les uns contre les autres, par exemple entre l'Inde et le Pakistan, ou entre le Maroc et l'Algérie. De la guerre commerciale à la guerre tout court, il n'y a qu'un pas, surtout dans une économie mondiale complètement déstabilisée.

Gouvernements et médias, à l'unisson, cherchent déjà à nous embrigader. Ils nous abreuvent de discours sur « le droit des nations », sur la « paix » et la « liberté », dont l'Europe, les Etats-Unis et les autres pays de l'OTAN seraient les gardiens. Les États-Unis défenseurs du droit des peuples ? Ils sont les plus grands fauteurs de guerres ! En Ukraine, ils ont fait largement monter la tension. Et aujourd'hui, en Asie, ils remettent ça, en profitant de la situation pour accentuer leur pression sur la Chine. Tout en affirmant ne pas vouloir une « nouvelle guerre froide » avec ce pays, le président des États-Unis a menacé la Chine, au prétexte que les déclarations diplomatiques de celle-ci ne sont pas assez fermement anti-russes.

Et la Belgique est de la partie. Ce n'est pas pour rien que le siège de l'OTAN se trouve en Belgique, partenaire fiable de toutes les interventions, de l'Afghanistan au Mali, en passant par l'Irak et la Syrie. Et l'industrie belge de l'armement y trouve son compte.

Dans cette guerre, les exploités n'ont pas de camp. Celui de Poutine n'est pas meilleur que celui de l'OTAN. La dictature contre le

peuple russe est terrible et, il y a quelques mois, c'est l'armée russe qui est allée réprimer la population du Kazakhstan qui se révoltait contre la vie chère. Et là, Poutine a eu la bénédiction des dirigeants de l'OTAN.

Le capitalisme mène le monde à la catastrophe avec la peau des peuples. Avec la guerre en Ukraine, on voit bien que ce ne sont pas les oligarques russes ou ukrainiens qui prennent les bombes sur la figure ou doivent fuir sur les routes en abandonnant tout !

Ce sont les travailleurs du monde entier qui en payeront le tribut.

Mais les exploités représentent une force considérable capable de renverser cet ordre social mondial immonde. Ce qui leur manque, c'est de retrouver le moyen de s'organiser et de s'unir pour se battre pour leurs intérêts de classe.

Alors, ne les laissons pas nous embrigader derrière leurs intérêts funestes et commençons à organiser notre propre camp pour défendre nos propres intérêts de travailleurs. C'est le seul camp qui n'a aucun intérêt à la guerre, car c'est le camp de tous ceux qui n'exploitent personne.

Énergie : aux riches actionnaires de payer

Le gouvernement a présenté son troisième plan pour alléger les factures d'énergie : après la promesse d'une prime de chauffage de 100 euros et la baisse de la TVA à 6% sur l'électricité, le gouvernement annonce la baisse de la TVA à 6% sur le gaz, la réduction des accises sur l'essence et le diesel de 17,5 cents par litre, et 200 euros pour ceux qui se chauffent au mazout.

La baisse de la TVA, et l'élargissement du tarif social sont prolongées jusqu'au 30 septembre. Et le chômage temporaire pour cause de corona est prolongé pour les entreprises touchées par la guerre en Ukraine ou par les sanctions économiques contre la Russie.

Avec les mesures déjà adoptées en octobre et en février cela fait 3 milliards d'euros que le gouvernement aura déboursé. D'après Tinne Van der Straeten, la ministre fédérale de l'Energie (Groen), cela devrait permettre de baisser la facture annuelle d'un ménage de 300 euros en moyenne.

Alors que les factures continuent à exploser, cela ne fait pas le compte !

Les plans de remboursement pour payer les compléments des factures d'énergie explosent : en augmentation de 50% chez Engie-Electrabel ces dernières semaines, 35% en plus par rapport à l'an passé chez TotalEnergies (ex-Lampiris) et son directeur estime qu'il faudrait quasiment doubler les acomptes mensuels pour l'électricité et tripler ceux du gaz.

Pourtant, le groupe Engie a fait un bénéfice net de 3,7 milliards d'euros l'an passé, et le groupe Total a, quant à lui, annoncé 16 milliards de dollars de bénéfices.

Voilà où il faudra aller chercher l'argent pour baisser les factures.



Les bons conseils de TotalEnergies

Les clients de TotalEnergies (ex Lampiris) ont reçu, par mail et sms, un avis leur conseillant d'augmenter leur acompte mensuel car, disent-ils, malgré les mesures gouvernementales prises pour aider les ménages, la facture de régularisation annuelle risque d'être très élevée.

On croit rêver ! Ceux qui spéculent et engrangent des bénéfices record, nous préviennent qu'ils vont nous racketter !

Quand les travailleurs seront assez forts, ils imposeront de réduire les profits pour réduire les factures… et on n'aura pas besoin de les prévenir !

Pas d'efficacité énergétique dans le capitalisme



Sous prétexte d'indépendance énergétique, le gouvernement a décidé de prolonger l'utilisation de 2 centrales nucléaires (Doel 4 et Tihange 3) au-delà de 2025. 25 millions d'euros par an sont aussi prévus pour le développement des nouvelles technologies du nucléaire ainsi que des investissements dans 2 nouvelles centrales au gaz.

Engie essaye comme à son habitude de soutirer le maximum d'argent à l'Etat, sous prétexte que la décision arrive tardivement, qu'il faudra faire des travaux, des études d'incidence…

La ministre de l'énergie, Van der Straeten (Groen), annonce que la préoccupation écologique n'est pas négligée puisque plus d'un milliard

Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien
Vous pouvez vous abonner à ***Lutte Ouvrière*** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales
ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

d'euro est prévu pour « développer les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique ».

Ces décisions ne sont pas prises dans le but de permettre à chacun d'accéder à l'énergie dont il a besoin, à un prix abordable ni dans le but de préserver les écosystèmes.

Ce sont encore une fois les grands groupes qui imposent aux Etats les mesures dont ils ont besoin pour assurer leurs profits, qui comme ceux d'Engie pourraient être mis à mal si la Russie fermait le robinet gazier et qui sont menacés par leur concurrence effrénée.

Le système capitaliste n'est ni capable d'assurer à la population l'accès à l'énergie dont elle a besoin, ni de sauvegarder la planète.

Ça ne fait pas le compte

La baisse de la TVA sur le gaz de 15% entre avril et fin septembre ne représentera en fait qu'une diminution de 2,1% de la facture annuelle car elle ne porte que sur la consommation des mois où l'on consomme le moins. Par contre cette mesure reportera de 6 mois l'indexation des salaires qui était prévue en juin.

Les modalités pratiques pour toucher les 200 euros pour le mazout et les 100 euros pour le chauffage ne sont pas encore fixées… on ne sait donc pas encore quand, ni comment on y aura droit…

Pour pouvoir payer leurs factures, les travailleurs ne peuvent pas compter sur le gouvernement, il faudra se battre pour augmenter les salaires et les allocations sur le coût de la vie.

Producteurs… de profits

La Creg, le régulateur fédéral des tarifs de l'énergie, constate que les groupes propriétaires des centrales à gaz, comme Engie, font des bénéfices records. Non pas en vendant de l'électricité… mais en revendant le gaz sur les marchés spéculatifs.

En effet, pour ces groupes capitalistes, les prix du gaz n'ont pas changé puisqu'ils ont des contrats de livraison à prix fixes établis pour des années. Il est donc plus intéressant de vendre ce gaz trois fois plus cher que de faire fonctionner les centrales au gaz.

Enfin, plus intéressant pour les actionnaires, vous l'aurez compris, pas pour la population.



Calendrier solaire, calendrier lunaire… et voilà le calendrier linguistique !

Le calendrier scolaire de la Fédération Wallonie Bruxelles change à partir de septembre prochain. Dorénavant les élèves francophones verront les vacances d'été raccourcies tandis que les vacances de Carnaval et de Toussaint passeront à deux semaines. Et les vacances ne seront plus déterminées par les jours de fêtes du calendrier.

La ministre de l'enseignement francophone Désir a décidé de faire passer sa réforme bien que l'enseignement néerlandophone et germanophone n'aient pas suivi.

Résultat : des milliers de familles dont les enfants sont scolarisés ou qui ont des activités dans des réseaux linguistiques différents à Bruxelles et dans sa périphérie vont se retrouver avec des congés différents ce qui nuira encore au bilinguisme. Il sera aussi encore plus difficile de trouver des professeurs de néerlandais pour les écoles francophones.

Cette mesure crée une séparation de plus entre néerlandophones et francophones. Une barrière de plus qu'il faudra abattre pour lutter ensemble pour obtenir de vrais moyens pour l'enseignement.

Déficit de l'État : un symptôme de la crise du capitalisme



Le gouvernement anticipe un accroissement du déficit budgétaire de l'État. Comment justifier plus d'austérité à venir alors que les mesures d'économie sur les services utiles à la population se multiplient déjà ?

La crise de l'économie capitaliste, aggravée par les conséquences de l'épidémie de coronavirus, est approfondie par la guerre en Ukraine. La concurrence entre les grandes entreprises s'en trouve exacerbée.

Pour les capitalistes des pays riches, il devient absolument nécessaire de faire intervenir l'État en leur faveur, sous formes de subventions ou de diminution d'impôts. Le déficit du budget de l'État qui en résulte est financé en contraignant les travailleurs à payer les impôts et les taxes et en diminuant les budgets des services publics.

Pendant le covid, le gouvernement a sauvé les profits des capitalistes en utilisant l'argent public pour financer le chômage temporaire, la garantie des prêts accordés par les banques aux entreprises et aussi l'achat des vaccins aux prix exorbitants exigés par Pfizer, Moderna, etc.

Aujourd'hui c'est sur l'argent des « plans de relance » que les capitalistes comptent pour réaliser les investissements qu'ils évitent de faire eux-mêmes car leur rentabilité n'est pas assurée. Il y a aussi la baisse de la TVA sur l'électricité et le gaz qui, en allégeant temporairement la facture d'énergie des ménages, subventionne les superprofits des spéculateurs et retarde l'indexation.

Et puis comme la crise a commencé à transformer la guerre économique en guerre militaire, la classe capitaliste exige aussi de l'État une augmentation des dépenses d'armement. D'une part pour acheter des armes et les envoyer à la résistance ukrainienne contre la Russie, avec la perspective d'arracher l'Ukraine à l'influence russe et l'amener dans le camp occidental. D'autre part pour préparer les guerres à venir, en augmentant le budget des armées. Et enfin pour subventionner les actionnaires des entreprises d'armement.

Toutes ces mesures aggravent le déficit de l'État.

Le gouvernement se prépare à présenter la facture aux travailleurs. Mais à leur tour, de nouvelles mesures d'économie sur les écoles et les hôpitaux ou de nouveaux impôts ne peuvent que renforcer la crise…

Les mesures prises par les politiciens pour sauver les capitalistes de la crise ne font qu'aggraver la crise.

Ce système qui tourne fou entraîne toute la société vers le chaos. Il est urgent de le renverser. Cela, il n'y a que les travailleurs qui en aient la force. Pour y arriver, ils n'ont pas d'autre choix que de s'unir, d'abord pour défendre leurs intérêts immédiats, comme des hausses de salaire, mais ensuite pour contester le contrôle des capitalistes sur les entreprises et l'État, et ainsi empêcher les guerres.

Surenchère dans les dépenses militaires



La ministre de la Défense, Ludivine Dedonder, voulait porter le budget de l'armée à 1,6% du PIB d'ici 2030, soit passer de 4,2 à 6,9 milliards. Ça c'était il y a quelques semaines, mais le gouvernement vient d'annoncer qu'il débloque 1 milliard supplémentaire d'ici la fin de la législature dont 450 millions tout de suite.

Les soldats de 1ère classe Denis Ducarme (MR), Theo Francken (NVA) et Jasper Pillen (Open Vld) en veulent encore plus. Le budget de l'armée doit être porté, selon eux et comme le demande l'OTAN, à 2% du PIB soit 8,5 milliards ! Et Denis Ducarme ajoute que « pour atteindre ce montant, il faudra couper ailleurs dans le budget de l'Etat et que c'est une nécessité ».

Quand il faudrait un plan de bataille pour augmenter les budgets des soins de santé, de l'enseignement, du logement, et de toutes les dépenses utiles à la population, c'est silence radio de la part des petits soldats de la bourgeoisie, mais quand il s'agit d'augmenter les dépenses militaires, rien ne les arrête dans la surenchère.

Un monde armé jusqu'aux dents



Le budget militaire des Etats-Unis pour 2022 a été fixé à 768,2 milliards de dollars (c'est une fois et demi le PIB belge, c'est-à-dire l'ensemble des richesses créées en Belgique). Ce budget a été augmenté de 75,1 milliards de dollars en deux ans. Rien que cette augmentation représente plus que tout le budget militaire russe de 2020…

Ah oui, et avec les 2 000 milliards de dollars dépensés dans le monde pour l'armement, on pourrait éradiquer la faim dans le monde tout de suite, et bien plus de choses encore.

A bas le capitalisme !

Accueil des réfugiés : les promesses et les faits



« Nous ne les abandonneront jamais » promettait le secrétaire d'État à l'asile, Sammy Mahdi, à propos des réfugiés ukrainiens. Accueillir des civils qui fuient la guerre, c'est bien normal, mais cela n'est pas la politique de nos gouvernements. Et il n'y a qu'à voir le chaos dans lequel les familles ukrainiennes sont « accueillies » pour comprendre à quel point nos dirigeants ne s'en donnent pas les moyens.

Les associations d'aides aux réfugiés dénoncent depuis des années l'absence de toute planification dans l'accueil et l'orientation des demandeurs d'asile, la fermeture des centres, le manque structurel de personnel, les procédures administratives lentes et compliquées.

Il s'agit d'une politique délibérée pour laisser dans la détresse et l'illégalité le plus possible de demandeurs d'asile et freiner ainsi leur arrivée. C'est appliquer dans les faits la politique de l'extrême droite.

Ni le gouvernement fédéral, ni le gouvernement flamand ou wallon ne se donneront les moyens d'aider et d'accueillir vraiment les familles de réfugiés ukrainiens, pas plus qu'ils ne l'ont fait pour les réfugiés afghans ou syriens qui fuyaient les bombardements des F-16 belges.

Les réfugiés et les sinistrés n'ont pas besoin d'un toit virtuel

Le gouvernement wallon a mis en place une plateforme internet pour centraliser l'offre de logements au

profit des réfugiés ukrainiens. Il avait fait exactement la même chose pour les sinistrés des inondations de juillet 2021.

Un site web du Service Public de Wallonie spécialement dédié existe. Vous pouvez cliquer pour choisir votre lieu de résidence dans des dizaines de communes, préciser le nombre de chambres nécessaires, la durée de location souhaitée. Tout est prévu. Mais quelle que soit votre demande, vous verrez s'afficher le même message : « aucun résultat trouvé pour votre recherche ».

Liberté de circulation et d'installation pour tous

L'Etat belge vient de décider qu'il refuserait désormais l'asile aux réfugiés afghans. Le commissariat aux réfugiés estime que la guerre en Afghanistan est terminée !!!

Les USA et l'OTAN ont quitté l'Afghanistan après 20 ans d'intervention militaire, mais la guerre y fait toujours rage entre différentes factions islamistes et le pays est en proie au chaos et à la famine.

Des centaines d'Afghans, qui vivent ici depuis des années et qui attendaient une décision, vont se retrouver dans la clandestinité s'ils ne veulent pas retourner dans un pays en guerre et en proie à la misère laissée par l'occupation américaine.

Aujourd'hui l'Etat belge fait mine de s'émouvoir du sort des Ukrainiens et leur ouvre ses portes en leur fournissant un permis de protection temporaire. Et demain ? Les Ukrainiens aussi seront expulsés vers un pays ravagé par la guerre ?!

Humanité et capitalisme ne sont pas compatibles !

Oligarques visés mais travailleurs russes frappés

Les pays occidentaux ont décrété des sanctions contre les oligarques de Russie. Certains y perdent leurs yachts de luxe, quelques milliards aussi et surtout la possibilité, pour un temps, d'aller dépenser leurs milliards restant dans les palaces d'Occident.

Si ces mesures sont censées toucher ces milliardaires russes, force est de constater qu'elles touchent avant tout la population dont les revenus ont brutalement chuté avec la baisse du rouble, et aussi avec le chômage consécutif aux fermetures de centaines de grandes entreprises, suite au boycott de toute une partie de l'économie russe, des usines Renault aux restaurants McDonald's.

Les actionnaires de l'armement s'enrichissent



Le groupe NLMK a fait l'objet d'articles de presse : l'usine produirait-elle des tôles pour les chars russes ? Information démentie par l'autre actionnaire : la SOGEPA de la Région wallonne. Un actionnaire public qui n'a pas de problème pour soutenir le secteur de l'armement comme la FN, CMI ou la Sonaca.

Ce n'est peut-être pas l'armée russe qui est cliente (quoi que ?) de ces entreprises, mais par exemple l'Arabie saoudite, responsable d'une sale guerre au Yémen qui a déjà fait un demi-million de morts, et condamné 13 millions d'êtres humains à la famine.

C'est qu'une guerre peut en cacher beaucoup d'autres !

Lapsus impérialiste

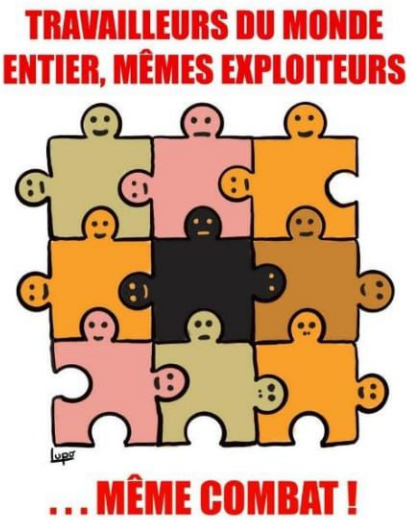
En visite en Pologne, Biden a traité Poutine de « boucher » et laissé entendre qu'il ne devrait pas rester au pouvoir. Propos rectifié immédiatement par un porte-parole de la Maison blanche : « les Etats-Unis ne souhaitent pas un changement de régime ».

Deux vérités dans deux mensonges :

1) Les dirigeants des Etats-Unis ont une longue habitude d'imposer des « changements de régime » et parmi les dictateurs imposés un certain nombre de « bouchers », comme Pinochet au Chili en 1974.

2) Ce n'est pas le fait de traiter avec un « boucher » qui les dérange. Là aussi, la liste est longue : de l'État belge qui a massacré au Congo à celui de la France qui a détruit au napalm des villages algériens, et bien sûr des cheiks d'Arabie saoudite aux Talibans afghans… Et même Poutine ne les a pas dérangé lorsque son armée entrait au Kazakhstan pour écraser la révolte ouvrière contre la hausse des prix.

Les peuples n'ont rien à attendre de la « liberté » à la sauce impérialiste, ni en Pologne, ni en Ukraine, ni en Russie, ni même aux Etats-Unis : le changement de régime qu'il faut pour mettre fin à la guerre et aux dictatures, ne pourra venir que des opprimés eux-mêmes.



Biden à Bruxelles

Espace aérien fermé, routes coupées et un dispositif de sécurité qui inspecte même les égouts. La visite du président des Etats-Unis a mis

Bruxelles en état de siège.

La question est juste de savoir de qui le président des Etats-Unis a si peur ? Des peuples auxquels son armée apporte la liberté et la démocratie ?

Echos Audi Bruxelles

Les privilégiés sont ailleurs

Notre prime a eu un large écho dans les médias, toujours prompts à faire de la publicité gratuite à la prétendue bonté d'un patron. Ce qu'ils n'ont pas dit, c'est que l'ensemble de cette prime ne représente même pas 3% des profits que nous avons produits dans la seule usine de Bruxelles (429,8 millions). Ce n'est ni un « privilège », ni une « chance », c'est une cacahouète !

La division en prime ?

En revanche, aucune prime n'est payée aux travailleurs sous-traitants sur le site.

Et comment la direction aurait fait sans leur travail ?!

Il faut qu'Audi leur paye la même prime, et aussi les mêmes salaires. L'argent pour le faire existe sur les comptes des actionnaires.

Un salaire pour nous, plus que deux pour les actionnaires

En comptant 2600 travailleurs (intérimaires compris) + 1000 sous-traitants (en comptant large), chacun de nous a rapporté 122 800 euros de profit aux actionnaires.

Cela veut dire que de 6 heure à 8 heure on travaille pour son salaire et de 8 heure à 14 heure pour les actionnaires. Ça fait long…

Ceci expliquant cela

Audi vend moins de voitures (-9% par rapport à 2019) et fait plus de profit (+21,9%).

Comment ? Depuis 2019, la marque a supprimé plus de 5 000 emplois.

Exploitation sous les bombes

VW avait dû fermer temporairement plusieurs sites en Allemagne, à cause de la rupture de livraison de faisceaux de câbles produits en Ukraine. Depuis la semaine passée, la firme Leoni qui emploie 7 000 travailleurs en Ukraine et 2 000 en Russie, a repris la production dans l'usine près de Lviv, avec une production de 40% qui doit augmenter à 70% grâce à une équipe de nuit, selon le porte-parole.



Lviv bombardée

Des millions de réfugiés sont passés par cette ville pour rejoindre la Pologne, des bombes sont encore tombées ce week-end sur une zone industrielle de la ville… mais au milieu du chaos et de la détresse humaine provoquée par la guerre, des milliers de travailleurs vont passer leurs nuits à produire des faisceaux de câbles pour l'automobile.

Voilà le capitalisme sans fard : exploitation et barbarie.

Un coffre-fort dans la poitrine

A entendre les porte-paroles de Leoni, cette décision a été prise par « attachement de l'entreprise à l'Ukraine » et pour les ouvriers qui seraient sans revenus, si l'usine restait fermée.

Sauf que tout cela n'empêche pas le groupe VW qui est un des gros donneurs d'ordres, de chercher d'autres fournisseurs, au cas où la guerre rendrait la production impossible à Lviv.

Et plutôt que de distribuer 3,7 milliards d'euros à ses actionnaires, moins de 7% de ce montant suffirait pour garantir un an de salaire aux 7 000 ouvriers ukrainiens touchés par la guerre.

Oh oui, les capitalistes sont très « attachés »… aux profits.

Chères voitures

Les constructeurs d'automobiles font face à des pénuries de semi-conducteurs, de nickel, etc.

Leur réponse : supprimer les modèles les moins chers, et augmenter le prix des autres.

Résultat : chez VW, la Polo la moins chère coûte désormais plus de 19 000 euros.

Entre le carburant qui augmente, le prix des voitures et les taxes de circulation, la voiture sera bientôt inaccessible aux ouvriers de l'automobile. Un comble !

Les dividendes record de l'exploitation



Les grandes entreprises mondiales ont versé un dividende record de 1470 milliards de dollars à leurs actionnaires. Ce montant pourrait être dépassé en 2022, alors qu'il était déjà supérieur de 17% à celui de 2020.

Tout cela ne signifie qu'une chose : les exploiteurs se goinfrent pendant que les travailleurs qui produisent tous ces milliards sont frappés par les bas salaires, l'inflation et la guerre.

Ce système où les richesses produites par l'immense majorité est accaparée par une infime minorité doit être renversé.

Bonus record pour les banquiers

Les financiers dont les banques sont cotées à la Bourse de New York ont reçu pour l'année 2021 des montants record comme bonus.

La hausse est de 20 % par rapport à 2020, déjà une année record. Et ce n'est qu'une moyenne : elle a été de 40 % chez JP Morgan et de 50 % chez Goldman Sachs ! En tout, ces banquiers ont touché 45 milliards de dollars.

Une somme à donner le vertige... et aussi la nausée, quand on sait que pendant ces deux années de pandémie, des dizaines de millions de travailleurs américains ont perdu leur emploi et vu leur niveau de vie plonger.

Et si on "sautait" les dividendes ?

L'organisation patronale flamande, la VOKA, l'a osé : elle demande l'application d'un saut d'index pour « apporter un peu d'air aux entreprises dont la compétitivité est mise à mal » ! Ah vraiment, ils ne manquent pas d'air !

Bpost voudrait temporiser la colère

Pour calmer la colère qui ne cesse de monter parmi les travailleurs, Bpost a tenté une solution originale : l'entreprise propose des prêts de 500 euros à ses employés.

La mesure aurait de quoi faire sourire s'il n'était pas question de la dignité de milliers de travailleurs qui ont du mal à boucler leurs fins de mois, et qui savent très bien que les prix n'auront pas diminué une fois qu'ils auront remboursé leur prêt…

La colère des travailleurs d'AGC Moustier

L'annonce par la direction de ne pas payer les primes promises a déclenché une colère bien légitime de la part des 200 travailleurs qui commençaient leur service à 5h du matin. Les travailleurs ont aussitôt débrayé pour protester, d'autant qu'AGC a versé des dizaines de millions de dividendes et a reçu de nombreuses subventions publiques.

Les travailleurs ne peuvent pas accorder la moindre confiance aux promesses des patrons, et doivent rester vigilants pour les surveiller de près...

Plaintes chez Filigranes

Une plainte de 48 travailleurs a dévoilé la face cachée de la librairie Filigranes : heures supplémentaires non payées, insultes, harcèlement moral et sexuel, intimidations et humiliations devant les clients.

Le système capitaliste qui donne tout le pouvoir aux patrons permet bien trop souvent à des supérieurs hiérarchiques d'abuser de leur position, et ce parfois pendant de longues années.

Une raison de plus de renverser un système qui permet de tels abus.

Rassemblement FGTB face à l'explosion des prix

Quelques centaines de délégués de la FGTB se sont rassemblés à Bruxelles le 24 mars pour exprimer l'angoisse que tous les travailleurs ressentent devant l'augmentation des prix.

Les dirigeants de la FGTB réclament du gouvernement la baisse définitive de la TVA sur le gaz et l'électricité à 6%, la réintégration du prix des carburants dans le calcul de l'index, la taxation des



bénéfices excédentaires des entreprises énergétiques pour alléger la facture de la population.

Oui, Engie, Total et d'autres, engrangent des bénéfices faramineux en spéculant sur l'énergie. Oui, les grosses entreprises ont maintenu voire augmenté leurs profits malgré la pandémie et il en sera de même avec la guerre en Ukraine.

Plutôt que de demander au gouvernement des mesures qu'il ferait de toute façon payer à la population, le problème est de changer le rapport de force avec les patrons pour prendre sur les profits ce qui est nécessaire pour augmenter les salaires, les pensions et les allocations et imposer une répartition du travail entre tous.

Et si les directions syndicales n'osent pas proposer cette perspective aux travailleurs, il faudra leur passer par-dessus la tête !

Egalité salariale : le compte n'y est pas



La journée d'action du 24 mars de la FGTB était aussi consacrée à dénoncer l'écart salarial entre les hommes et les femmes. Sur l'ensemble des travailleurs, cet écart est de 22,7% !

Si la différence de rémunération pour une même fonction et un même niveau de diplôme tend à diminuer, dans les faits cela ne change pas grand-chose : les femmes se retrouvent cantonnées dans les métiers comme les soins ou l'éducation, où les salaires sont bas. Et 43% des travailleuses sont à temps partiel !

La conséquence de cette inégalité est que la pension moyenne d'une femme est de 1 077 € par mois… soit 300 € de moins que les hommes.

Depuis le début du 19ème siècle, le marché capitaliste du travail a maintenu cette inégalité entre les

hommes et les femmes, comme du reste entre les travailleurs étrangers et les « nationaux ».

Si les luttes contre les bas salaires et la précarité sont indispensables, il est évident aussi que seule la mise en place d'une société socialiste pourra mettre fin à toutes les discriminations, lorsque les frontières auront disparu en même temps que l'exploitation des travailleurs par les patrons.

L'oppression des femmes d'un bout à l'autre de la planète

En Afghanistan, les talibans ont refermé les écoles secondaires pour filles quelques heures à peine après leur réouverture, douchant la joie des lycéennes de Kaboul et d'autres grandes villes du pays. La frange la plus réactionnaire des talibans a une nouvelle fois imposé son obscurantisme.

Le retour au pouvoir des talibans est la conséquence de la politique des pays impérialistes, au premier rang desquels les Etats-Unis.

Durant 20 ans, ils n'ont rien fait pour sortir l'Afghanistan de la misère et l'ont maintenu sous les bombes et dans le chaos, soi-disant au nom de la démocratie et du droit des femmes. Les pays impérialistes ont de ce fait rendu possible le retour au pouvoir des talibans.



Au même moment aux Etats-Unis, le pays « le plus avancé du monde », le gouverneur de l'Idaho vient de signer une loi similaire à celle déjà en vigueur au Texas entravant encore un peu plus le droit à l'avortement. Dorénavant les familles et « les pères » du fœtus, même si celui-ci est le produit d'un viol, pourront porter plainte contre les médecins et hôpitaux ayant permis l'avortement mais aussi contre les amies qui auront conseillée ou accompagné.

Les femmes afghanes comme les femmes américaines et tous les opprimés ne pourront compter que sur leurs propres luttes pour en finir avec l'oppression.

Quand les travailleurs espagnols relèvent la tête...

Face à la montée des prix, des milliers de manifestants sont sortis dans la rue pour protester dans une soixantaine de villes espagnoles. Ils joignent leurs voix aux camionneurs, éleveurs, agriculteurs et pêcheurs qui sont déjà en grève et organisent des barrages dans tout le pays.

Les conséquences de ce système capitaliste irresponsable, qui aggrave chaque jour la situation économique de milliers de gens, ne peut manquer de provoquer des mobilisations massives.

... l'extrême droite joue le jeu des patrons

Le parti d'extrême droite Vox a tenté de reprendre à son compte les manifestations massives en Espagne contre la hausse des prix. Il a organisé ses propres manifestations et a tenté d'être présent partout où c'était possible.

Ce parti, qui est contre l'avortement, contre l'immigration, s'attaque aux syndicats, rêve d'une grande monarchie chrétienne espagnole bien réactionnaire. Il profite de l'impopularité du gouvernement de gauche pour mettre en avant ses mots d'ordre racistes, pour appeler à des baisses de taxe au lieu de hausse de salaires, mais surtout pour éviter de parler des 50 milliards de bénéfices qui ont été accumulés par les 35 plus grandes entreprises d'Espagne.

Les travailleurs doivent lutter contre ces idées réactionnaires et affirmer que, loin d'être des ennemis, les travailleurs immigrés sont avant tout des alliés indispensables avec lesquels mener la lutte pour aller chercher l'argent dans les poches des actionnaires.

Nigeria : or noir, misère noire



Être producteur de matières premières ne fait pas la richesse d'un pays. Elle le laisse même en état de dépendance envers les puissances industrielles.

C'est le cas du Nigeria, premier producteur de pétrole d'Afrique, qui ne dispose même pas de raffineries en ordre de marche. Ce pays est donc obligé d'importer la quasi-totalité de son essence et gazole, dont le prix a triplé.

N'ayant pas non plus de réseau électrique digne de ce nom, ce sont les groupes électrogènes qui produisent de l'électricité, avec du gazole hors de prix. Des millions de nigérians sont privés de courant.

Entre l'or noir et le black-out, il y a le pillage par les multinationales de l'énergie.

LO France

Suivez-nous sur Facebook : Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !